

# SUD éducation 34

Solidaires

**L'école n'est pas une entreprise ! L'éducation n'est pas une marchandise !**

✉ 23, rue Lakanal 34090 Montpellier @ syndicat@sudeducation34.org ☎ 04 67 02 10 32

## **Déclaration liminaire de SUD éducation 34 au CSA-SD du 7 avril 2026**

On ne saurait déconnecter l'école de l'état de notre démocratie. Les résultats des dernières élections municipales montrent un sentiment de déclassement chez les citoyen·nes, en particulier en Occitanie. Ce sentiment de déclassement a tout à voir avec le creusement des inégalités sociales, particulièrement marqué dans les zones rurales et les villes moyennes de l'Hérault. Le rôle de l'école est de lutter contre ces inégalités de territoire.

Or force est de constater que contrairement à d'autres pays européens, si l'école française ne creuse pas les écarts entre les élèves, elle ne permet pas de faire progresser suffisamment les enfants défavorisé·es, comme l'a très bien montré l'Observatoire des inégalités.

La recherche de l'égalité, on l'aura compris, n'est pas et n'a pas été au cœur de la politique éducative des derniers gouvernements.

L'actuel ministre semble découvrir la situation « aberrante » dans laquelle sont les collèges et écoles qui auraient dû entrer dans l'éducation prioritaire depuis 2019. La réalité c'est que les moyens alloués pour ces écoles sont à moyens constants et bien inférieurs aux moyens que leur rattachement à l'éducation prioritaire leur aurait donnés. Les autres labels comme celui de la Cité éducative ne sont pas des moyens « Éducation nationale » à proprement dit.

Mais loin de se contenter de ne pas aider ces zones en extrême fragilité, le gouvernement accentue les disparités sociales en supprimant ou en ne créant pas des classes. Cette année, dans notre département, le solde de la carte scolaire du premier degré est négatif, comme celui de la carte scolaire du second degré. La baisse des effectifs était pourtant l'occasion de donner aux équipes des conditions favorables pour lutter contre les difficultés et inégalités. On le voit : nombre de fermetures ou absences d'ouvertures sont prévues sur les écoles paupérisées du littoral comme Marsillargues et Sète ; dans des villes sinistrées comme Béziers ; ou dans les zones rurales comme Lodève ou Saint-Chinian.

Les suppressions de classe ne sont pas sans rapport avec le redéploiement de 19 postes d'enseignant·es du premier degré sur la coordination des 24 PAS qui verront le jour à la rentrée 2026. SUD éducation revendique des moyens pour favoriser une école pour tous·tes. Mais la

réponse doit être globale et localisée. Nous avons besoin de personnels formés et spécialisés à l'intérieur de toutes les écoles, nous n'avons pas besoin d'une échelle supplémentaire de coordination. Nous avons besoin d'AESH titularisées et rémunérées dignement rattachées à une école, nous n'avons pas besoin de personnels mobiles précaires.

De même, la politique de remplacement offrait jusqu'alors des réponses au plus proche du terrain. La départementalisation et la mise en place du nouveau logiciel de remplacement s'en éloigne considérablement. Les conditions de travail des personnels vont s'en trouver largement dégradées. Si SUD éducation revendique une formation ambitieuse de tous les personnels à une école pour toutes, la réalité actuelle c'est que la disparition de la spécialisation des remplaçant-es en éducation prioritaire ou en ULIS par exemple, va immanquablement ajouter de la difficulté à la prise en charge des élèves.

L'élargissement des zones d'intervention des enseignant-es remplaçant-es comme des AESH est une aberration.

Favoriser la fusion des écoles en est une autre. Les indicateurs dans les autres pays européens qui réussissent à réduire les inégalités montrent que la clé réside dans des petits effectifs par classe et par école. On constate en formation spécialisée que nombre des tensions à l'intérieur des écoles se concentrent justement sur les écoles qui ont fusionné, en particulier dans les zones où se concentrent les difficultés sociales.

SUD éducation revendique plus que jamais une école à échelle humaine pour tous et toutes les élèves avec un encadrement suffisant et des effectifs pensés pour lutter contre les inégalités scolaires. SUD éducation demande que soit revue urgemment la carte d'éducation prioritaire et se tiendra aux côtés des personnels en lutte.